

Chronologie

Juli–September / juillet-septembre 2012

Juli/juillet

01.07. Auf Beschluss der französischen Regierung wird der gesetzliche Mindestlohn in Frankreich zum 1. Juli 2012 um 2 % auf 9,40 Euro brutto pro Stunde erhöht. Damit ist er erstmalig seit 2006 höher als die übliche jährliche Preisindexanpassung. Die Maßnahme führt aufgrund der hohen Arbeitslosigkeit sowie der aktuellen wirtschaftlichen Situation in Frankreich zu massiver Kritik seitens der Arbeitgeber.

02.07. Staatspräsident François Hollande empfängt Bundespräsident Joachim Gauck zu dessen

Antrittsbesuch im Elysée-Palast. Im Mittelpunkt des Treffens stehen Beratungen über die Zukunft Europas sowie die bevorstehenden Feiern zum 50-jährigen Bestehen des am 22. Januar 1963 unterzeichneten Vertrages über die deutsch-französische Zusammenarbeit.

03.07. Premierminister Jean-Marc Ayrault bekräftigt in seiner Regierungserklärung das Ziel eines ausgeglichenen Haushalts im Jahr 2017. Mit Strukturformen und umfassenden Sozial- und Konjunkturmaßnahmen soll die wirtschaftliche Krise in Frankreich bekämpft werden. Zu den geplanten Maßnahmen gehören die Besteuerung

Préludes

Le troisième trimestre de 2012 est marqué par des nombreuses rencontres franco-allemandes, placées pour la plupart dans le cadre des festivités du 50^e anniversaire du Traité de l'Elysée : Le 2 juillet, le président de la République fédérale, Joachim Gauck, est reçu à Paris par François Hollande. L'entretien porte sur l'avenir de l'Europe, sujet abordé également le lendemain par les deux ministres des Affaires étrangères, Guido Westerwelle et Laurent Fabius. Le 8 juillet, le président retrouve à Reims la chancelière, 50 ans après le célèbre office religieux qui avait scellé la réconciliation historique en présence du général de Gaulle et de Konrad Adenauer. Le 22 juillet, ils publient une déclaration commune, affirmant que les deux pays entendent tout faire pour protéger la zone euro. Un mois plus tard, c'est à Berlin que François Hollande et Angela Merkel lancent un appel commun à la Grèce

pour qu'elle respecte les mesures d'austérité annoncées. Le 27 août, les deux ministres des Finances, Wolfgang Schäuble et Pierre Moscovici, annoncent à Berlin la création d'une commission de travail pour tenter de résoudre la crise de la dette dans les pays de la zone euro et proposer des solutions au prochain sommet européen. Le 5 septembre, les deux chefs de la diplomatie se retrouvent à Bonn pour commémorer, dans le cadre d'une fête populaire, le voyage du président de Gaulle en Allemagne en 1962. Le 22, c'est la ville de Ludwigsburg, où le général avait prononcé son célèbre discours à la jeunesse allemande, qui organise à son tour une grande fête populaire, en présence de François Hollande et Angela Merkel qui insistent sur la responsabilité particulière des deux pays dans la construction européenne : « *Plutôt que d'entretenir la flamme, nous avons aujourd'hui le devoir de la rallumer chaque jour* », déclare entre autre le chef de l'Etat.

Erstellt von Simona Gnade, Programm Frankreich / deutsch-französische Beziehungen der Deutschen Gesellschaft für Auswärtige Politik e.V. (DGAP), Robert Tüchel, französisches Generalkonsulat Hamburg, und François Talcy, Journalist.

Etablie par Simona Gnade, programme France / relations franco-allemandes de la Société de politique étrangère allemande (DGAP), Robert Tüchel, consulat général de France, Hamburg, et François Talcy, journaliste.



La crise de l'euro

Le chef de l'Etat, Joachim Gauck, lance le 7 juillet un appel à la chancelière pour que le gouvernement explique mieux aux citoyens sa stratégie de sauvegarde de la devise européenne. Il estime que les milieux politiques ne communiquent pas assez en ce sens pour dire ce que signifie l'adoption des mesures dans le cadre des impôts. Le président se félicite par ailleurs qu'une plainte ait été déposée auprès de la Cour constitutionnelle de Karlsruhe contre le mécanisme européen de stabilité (MES), adopté déjà par le parlement allemand, et justifie ainsi son refus de ne pas parapher le pacte budgétaire avant le verdict des juges. La procédure orale est entamée le 10 juillet. Le 12 septembre, la Cour estime que le pacte et le mécanisme sont conformes à la Loi fondamentale allemande, estime néanmoins que le devoir d'information du Parlement devait être respecté. Le plafond voté par les députés du *Bundestag* ne doit pas dépasser les 190 milliards d'euros ; si un amendement s'impose, il devra être approuvé par les députés. Ce verdict ouvre la voie à la ratification par Joachim Gauck le 27 septembre. Le MES peut ainsi entrer en vigueur le 8 octobre.

Le 19 juillet, le *Bundestag* avait interrompu ses vacances pour donner son feu vert au versement de nouvelles aides à l'Espagne (100 milliards de la part des Etats de la zone euro). Une semaine après, le gouvernement rejette la critique formulée par un groupe de 17 économis-

tes renommés qui avaient prédit une catastrophe si l'Europe ne parvenait pas à une refonte de la zone euro. Le 27 juillet, Angela Merkel et François Hollande publient, après un entretien téléphonique, un communiqué commun dans lequel Berlin et Paris affirment leur volonté de tout faire pour protéger la monnaie européenne. Le lendemain, le ministre de l'Economie, Philipp Rösler, remet publiquement en question l'octroi de nouvelles aides financières à la Grèce, si Athènes ne procède pas à de profondes réformes – propos repris les jours suivants par plusieurs membres du gouvernement, notamment le 24 août en présence du premier ministre grec, Antonis Samaras, en visite à Berlin. La veille, le président français s'était entretenu avec la chancelière dans la capitale allemande, afin d'harmoniser les points de vue sur cette question.

Le 6 septembre, le président de la Banque centrale européenne (BCE), Mario Draghi, annonce que son institution est prête à racheter, sans limite de durée ni de montant, mais à de très strictes conditions, des titres souverains d'Etats de la zone euro. Le gouvernement allemand, respectant l'indépendance de la BCE, ne commente pas les propos, mais insiste sur la nécessité de poursuivre avant tout des réformes dans les pays concernés. En visite à Madrid le 7 septembre, Angela Merkel se dit impressionnée par les initiatives espagnoles. Le président de la *Bundesbank*, Jens Weidmann, critique cependant les projets de la BCE, qui à son avis ne sauraient constituer une réponse à la crise.

großer Vermögen und Banken, die Einführung einer Finanztransaktionssteuer, die Stärkung der Industrie sowie der Schutz europäischer Firmen vor Dumping-Konkurrenz. Ayrault betont weiterhin die zentrale Rolle der deutsch-französischen Beziehungen für Europa und bezeichnet die beim EU-Gipfel Ende Juni beschlossenen Maßnahmen als Wende für die Bewältigung der Eurokrise.

06.07. Beim Treffen der Gruppe der Freunde des syrischen Volkes in Paris fordert Hollande die internationale Gemeinschaft dazu auf, schnell ge-

eignete Maßnahmen für ein Ende der Gewalt in Syrien zu ergreifen. Die Krise in Syrien sei eine Bedrohung für den internationalen Frieden und die Sicherheit, zumal die bisherige Bilanz des Konflikts „unerträglich“ sei.

08.07. Angela Merkel und François Hollande eröffnen vor der Kathedrale in Reims, in der Konrad Adenauer und Charles de Gaulle am 8. Juli 1962 gemeinsam eine Versöhnungsmesse gefeiert hatten, die Feierlichkeiten zum 50. Jahrestag der deutsch-französischen Aussöhnung. In ihren An-

sprachen betonen sie die Bedeutung der deutsch-französischen Freundschaft für beide Völker ebenso wie für die europäische Integration und die damit verbundene Bewältigung der aktuellen Euro-Schuldenkrise.

09.07. In Paris findet eine zweitägige Sozialkonferenz mit rund 300 Teilnehmern statt, bei der

die französische Regierung ihre Politik mit den Gewerkschaften und Arbeitgebern abstimmt. Im Mittelpunkt der Gespräche des neuen sozialen Dialogs stehen Maßnahmen zur Bekämpfung der Arbeitslosigkeit, zur Stärkung der Wettbewerbsfähigkeit sowie zur Zukunft des Rentensystems. Konkrete Entscheidungen werden nicht getroffen.

La Syrie au cœur de la diplomatie

Le ministre des Affaires étrangères, Guido Westerwelle, se rend au Kremlin le 5 juillet pour évoquer avec son homologue russe le conflit syrien, alors que Moscou bloque toute tentative diplomatique de pousser Bachar el-Assad à la démission. Il gagne ensuite Paris, où a lieu une rencontre internationale des amis du peuple syrien, à l'invitation du président François Hollande. Le chef de la diplomatie allemande plaide pour l'ouverture d'un processus politique de transition.

Le 9 juillet, le ministre s'entretient avec son homologue égyptien au Caire, puis avec le président Mohammed Mursi pour apporter son soutien au changement démocratique et convaincre les militaires d'abandonner le pouvoir au lendemain des élections législatives et présidentielles. Il rencontre également le secrétaire général de la Ligue arabe, Nabil al-Arabi, pour aborder avec lui la question syrienne.

Dans une interview accordée au quotidien *Rheinische Post* le 14 août 2012, le chef de la diplomatie allemande commente l'évolution de la situation en Egypte et entend prendre le président égyptien au mot, qui lui a affirmé vouloir mener le pays sur la voie de la démocratie et du pluralisme. Sur la Syrie, Guido Westerwelle dit comprendre les objectifs de l'opposition qui souffre de la dictature, mais entend agir avec circonspection, estimant qu'une intervention militaire dans ce pays risquerait d'avoir des conséquences dans toute la région.

Le 16 août, le ministre déplore la fin de la mission des 300 observateurs onusiens en Syrie, rendue impossible en raison de la situation sur le terrain. Le gouvernement refuse le 20 août de

confirmer une information de la presse, selon laquelle un navire-espion de la marine allemande serait au large de la Syrie pour observer d'éventuels mouvements de troupes. Le porte-parole évoque un simple déplacement de routine.

Assumant pour le mois de septembre la présidence du Conseil de sécurité des Nations-Unies, Guido Westerwelle annonce que l'Allemagne va s'efforcer d'isoler le régime du président Assad. Il précise que l'accueil en Allemagne de réfugiés venus de pays touchés par la guerre civile ne constitue pas une priorité du gouvernement de Berlin, mais n'exclut pas pour autant une telle procédure. Le 4 septembre, une rencontre du groupe de travail international présidé par l'Allemagne et les Emirats arabes unis se tient à Berlin pour préparer avec des opposants syriens la reconstruction économique de la Syrie, meurtrie par la guerre civile. Berlin assure pour six mois, à raison de 600 000 euros, le financement de la mise en place d'un secrétariat dans la capitale allemande. Lors d'une visite le 8 septembre du camp de réfugiés de Saatari, à la frontière syro-jordanienne, le ministre des Affaires étrangères annonce que l'aide allemande aux réfugiés syriens sera augmentée de 2 millions d'euros, notamment pour assurer l'approvisionnement en eau. Le lendemain, il se rend en Israël et dans les territoires palestiniens, après avoir assisté à Paphos (Chypre) à une réunion informelle de ses collègues de l'Union européenne. Le 21 septembre, avant son départ pour la 67^e Assemblée générale des Nations-Unies, Guido Westerwelle reçoit à Berlin l'ancien premier ministre syrien, Riad Hijab, qui a rejoint l'opposition au mois d'août.

Coopération avec l'Asie

La chancelière effectue le 9 juillet, en compagnie d'une forte délégation de dirigeants économiques et de députés, sa première visite en Indonésie, où elle entend renforcer les relations, non seulement avec ce pays, mais aussi avec l'Association des nations du sud-est asiatique (ASEAN), dont le siège est à Djakarta. Les entretiens portent essentiellement sur l'économie et la protection de l'environnement. Berlin dément que des accords sur la livraison d'armements aient été signés lors de cette visite, même si la presse indonésienne fait état d'un « intérêt » des autorités de Djakarta pour la livraison d'une centaine de chars usagés, de type Leopard.

Le 29 août, c'est en Chine que la chancelière engage des pourparlers dans le cadre des deuxièmes consultations gouvernementales, en présence de sept ministres de son gouvernement et de chefs d'entreprises. Le Forum pour la coopération technologique et économique se tient quant à lui pour la sixième fois.

Pékin fait part de sa volonté de soutenir les réformes lancées contre la crise de l'euro, en étroite coopération avec la Banque centrale européenne (BCE) et le Fonds monétaire international (FMI). L'Allemagne et la Chine entendent également aider les banques et entreprises des deux pays dans le commerce et les investissements. Angela Merkel invite les investisseurs chinois à s'engager davantage en Allemagne. Pékin annonce son intention de faciliter les relations avec les PME, grâce notamment à un crédit de 2 milliards d'euros. Plusieurs contrats d'une valeur de 4,8 milliards d'euros sont signés, entre autre pour la vente de 50 nouveaux Airbus A320. La chancelière demande par ailleurs plus de libertés pour les journalistes étrangers en Chine et s'engage pour une poursuite du dialogue sur la question des droits de l'homme bien que de profonds différends subsistent.

10.07. François Hollande und der britische Premierminister David Cameron treffen in London zu Gesprächen über die Eurokrise zusammen. Trotz deutlich divergierender Ansichten zur EU

und zur Überwindung der Eurokrise begrüßen beide die im vergangenen Monat beim EU-Gipfel in Brüssel vereinbarten Beschlüsse. Hollande spricht hinsichtlich Großbritanniens Entscheidung, nicht der Eurozone beizutreten, von einem „Europa der verschiedenen Geschwindigkeiten“. Vor dem Treffen mit Cameron hatte Hollande Königin Elisabeth II. besucht.

12.07. Der größte französische Autokonzern PSA Peugeot Citroën schockiert mit der Ankündigung, angesichts eines zu erwartenden zehnprozentigen Absatzrückgangs 8 000 Stellen streichen zu wollen. Nach Angaben des Unternehmens seien vor allem die Standorte in Aulnay-sous-Bois bei Paris sowie im westfranzösischen Rennes betroffen. In Aulnay mit mehr als 3 000 Mitarbeitern soll die Produktion bis 2014 ganz eingestellt werden. In Rennes plant Peugeot, 1 400 der 5 600 Stellen abzubauen. Auch z. B. in der Entwicklung sollen 3 600 Stellen wegfallen. Im ersten Halbjahr 2012 hatte PSA Verluste in Höhe von 819 Milliarden Euro verzeichnet. Die Regierung reagiert mit heftiger Kritik und kündigt Finanzhilfen nur bei Gegenleistungen seitens des Konzerns an.

14.07. Unter dem diesjährigen Motto „Im Dienst der Nation und des Friedens in der Welt“ wird in Paris traditionell der französische Nationalfeiertag mit einer Militärparade auf den Champs-Élysées gefeiert. Die Feierlichkeiten sind besonders den UN-Blauhelmen und anderen Truppen im Auslandseinsatz gewidmet. Auch Soldaten der Bundeswehr nehmen teil, um an den 50. Jahrestag der deutsch-französischen Aussöhnung zu erinnern. In einem Fernsehinterview äußert sich Staatspräsident Hollande u. a. zur Haushaltslage in Frankreich, den aktuellen Ereignissen bei Peugeot und zu den deutsch-französischen Beziehungen. Das Präsidenten-Interview am Nationalfeiertag ist eine alte Tradition, die Hollande nach fünfjähriger Pause wieder einführt.

18.07. François Hollande stößt mit der Ankündigung, eine Ethik-Arbeitsgruppe zum Thema „Lebensende“ schaffen zu wollen, eine nationale Debatte über aktive Sterbehilfe in Frankreich an. Bis Dezember soll in verschiedenen Diskus-

Lutte contre les néo-nazis

Le président de l'Office de protection de la constitution, Heinz Fromm, fait valoir ses droits à la retraite anticipée le 2 juillet. Son administration est au centre des critiques depuis que des pannes ont été relevées dans l'enquête sur le groupe néo-nazi NSU, entre autre la destruction en 2011 de dossiers essentiels sur les extrémistes de droite en Thuringe, juste après la découverte du réseau et juste avant le début de l'enquête. Un trio de terroristes (dont deux sont morts en novembre 2011 dans l'incendie de leur domicile, le troisième, une femme, a été arrêtée) a pu ainsi sévir pendant plus de dix ans, sans être inquiété par la police. Dix meurtres sont mis sur le compte de ces trois extrémistes néo-nazis. Le président de l'Office régional de Thuringe, Thomas Sippel, est mis également à la retraite. Le 6 juillet, le *Bundesrat* adopte une loi en faveur d'une lutte plus efficace contre l'extrémisme de droite. Sur le

modèle du fichier anti-terrorisme des mouvements islamistes, un fichier est mis en place le 19 septembre, qui rassemble les informations recueillies par l'Office de protection de la constitution, la police et les services de renseignements militaires (MAD).

Le nouveau président de l'Office, Hans-Georg Maaßen, reprend l'enquête le 1^{er} août et promet la transparence pour regagner la confiance. Le ministre de l'Intérieur, Hans-Peter Friedrich, nomme également un nouveau président de la police fédérale, sans pour autant donner les raisons de ce changement. Au fil des jours, la presse fait des révélations sur le rôle de policiers introduits dans les milieux extrémistes et soupçonnés pour la plupart de sympathies envers les néo-nazis. Pour sa part, le ministre de la Défense, Thomas de Maizière, refuse une dissolution du MAD, demandée par sa collègue de la Justice, Sabine Leutheusser-Schnarrenberger.

sionsrunden die öffentliche Meinung dazu ermittelt werden. Nach einem Gesetz von 2005 ist aktive Sterbehilfe in Frankreich strafbar.

22.07. Frankreich gedenkt des 70. Jahrestages des Beginns der Judendeportationen, die mit der *Rafle du Vél' d'Hiv'*, einer Massenrazzia im Juli 1942 in Paris begonnen hatten. Über Nacht waren 13 000 Juden – überwiegend Kinder und Frauen – verhaftet, in das *Vélodrome d'Hiver* gesperrt und später in Vernichtungslager deportiert worden. Hollande bringt in seiner Rede als erster sozialistischer Präsident und zum ersten Mal seit 17 Jahren die französische Mitverantwortung dafür öffentlich zum Ausdruck und spricht von einem Verbrechen, das in Frankreich und von Frankreich begangen worden sei.

31.07. Das französische Parlament verabschiedet endgültig den Nachtragshaushalt 2012 mit dem Ziel, das Haushaltsdefizit im Jahr 2012 auf 4,5 % und im Jahr 2013 auf 3 % des BIP zu reduzieren. Der Haushalt sieht Steuererhöhungen in Höhe von 7,2 Milliarden Euro sowie eine Ausgabensperre in Höhe von 1,5 Milliarden Euro vor.

Die Steuererhöhungen betreffen insbesondere einkommensstarke Haushalte und Unternehmen. Neben Abgaben auf Investivlöhne ist eine einmalige Erhöhung der Vermögenssteuer vorgesehen, die 2,3 Milliarden Euro in die Staatskasse bringen soll. Weiterhin wird die Einführung einer Finanztransaktionssteuer vorgesehen sowie eine Kürzung der Gehälter von Regierungsmitgliedern um 30 %. Das Parlament stimmt zudem für eine Abschaffung der unter der Regierung Sarkozy beschlossenen Steuerbefreiung für Überstunden sowie für die Rücknahme der geplanten Mehrwertsteuererhöhung von 19,6 auf 21,2 %.

31.07. Die *Assemblée nationale* verabschiedet ein neues Gesetz gegen sexuelle Belästigung. Im Mai 2012 hatte der Verfassungsrat das geltende Gesetz wegen seiner unpräzisen Definition aufgehoben. Der neue Gesetzentwurf umfasst die unterschiedlichen Formen sexueller Belästigung – im öffentlichen und im privaten Raum, am Arbeitsplatz und in der Schule. Zudem kann sexuelle Belästigung künftig mit zwei statt einem Jahr Gefängnisstrafe bestraft und ein Bußgeld in Höhe von 30 000 Euro verhängt werden.

August/août

01.08. Angesichts des geplanten Abbaus tausender Stellen in der Automobilindustrie stützt

die Regierung mit einer Erhöhung der Prämien für den Kauf von Hybrid- und Elektroautos die kriselnde Automobilbranche. Die Prämie für Elektroautos wird von 5 000 auf 7 000 Euro

Economie

Malgré une bonne santé générale, l'économie allemande commence à ressentir les effets de la crise. Selon une étude publiée le 16 août 2012 par la Fédération allemande des Chambres de Commerce et d'Industrie (DIHK), les exportations devraient certes croître de 4 % sur l'ensemble de l'année 2012, mais cette progression restera bien en-deçà des résultats de l'année précédente qui étaient deux fois plus élevés, sans parler des chiffres de 2010 faisant état d'une progression de près de 14 %. Les exportations devraient augmenter de 6 % en 2013. Selon la DIHK, le ralentissement est dû en premier lieu à la crise de la dette. Les importations quant à elles devraient connaître des hausses semblables à celles des exportations, soit 4 % en 2012 et 6 % l'an prochain et repasser en 2013 au-dessus de la barre des 1 000 milliards d'euros comme en 2011.

La banque centrale (*Bundesbank*) envisage pour sa part une stagnation, peut-être même un léger recul du Produit intérieur brut (PIB) au dernier trimestre de 2012. Et le gouvernement de Berlin corrige ses prévisions en annonçant un PIB de 1 % contre 1,6 % prévu dans un rapport précédent. L'indice *Ifo*, qui traduit chaque mois le niveau de confiance des entrepreneurs allemands, recule en septembre pour la cinquième fois consécutive.

Le 23 juillet, l'agence de notation *Moody's* avait annoncé qu'elle abaisserait les perspectives économiques de l'Allemagne, ce qui, si d'autres agences devaient confirmer la tendance, pourrait remettre en cause le triple A, la meilleure note pour emprunter sur les marchés financiers. Aucun mouvement de panique n'est alors décelé dans les milieux financiers et politiques, Berlin se contentant de critiquer l'agence de notation pour ne pas tenir compte des mesures à moyen terme décidées par les pays de la zone euro. Le 25 juillet, le ministre allemand de l'Économie, Philipp Rösler, avait estimé que l'économie de

son pays était structurellement en bonne santé et qualifié l'Allemagne d'« *ancree de stabilité* ». Même la presse reste dans son ensemble sereine, même si l'information n'est pas de nature à rassurer les sceptiques, opposés à un soutien illimité de l'Allemagne aux pays en difficulté dans la zone euro.

La situation économique de l'Allemagne reste très positive, mais le pays n'échappe pas à une paupérisation croissante de certaines catégories de sa population. Selon un rapport du gouvernement, le nombre de riches a certes augmenté en dix ans, mais celui des pauvres également, conduisant ainsi le pays à une fracture sociale, une société à deux vitesses, où les bas salaires sont trop faibles. Les petites et moyennes entreprises, le fer de lance de l'économie allemande, enregistrent un taux de travailleurs pauvres qui dépassent les 20 %. Par contre, le chômage en baisse (et par conséquent l'augmentation du nombre de salariés qui cotisent) semble profiter aux caisses de retraite, tant et si bien qu'une nouvelle baisse des cotisations, prélevées sur les salaires bruts et partagées par les employeurs et les salariés, est envisagée pour 2013, après celle du 1^{er} janvier 2012 qui étaient passées de 19,9 à 19,6 %. La baisse des cotisations est obligatoire, lorsque les réserves légales des caisses de retraite sont atteintes. Ces liquidités sont estimées à quelque 29 milliards d'euros pour 2012. Le journal économique *Handelsblatt* estime au mois d'août qu'en raison de cette évolution sur le marché du travail une baisse plus importante des cotisations est possible : le journal avance même un taux de 19 %, ce qui constituerait le niveau de 1995 et favoriserait la compétitivité des entreprises allemandes. Pourtant, le parti social-démocrate (SPD) et la Confédération des syndicats (DGB) considèrent que l'embellie ne sera pas de longue durée, et qu'en raison d'une démographie négative, l'État sera contraint de procéder à court terme à des augmentations peu populaires.

erhöht, für Hybridautos auf 4 000 Euro verdoppelt. Zudem sollen Autobauer und Zulieferer in Notfällen günstige Kredite erhalten. Die Prämien werden nur gezahlt, sofern die Preise beibehalten und die Fahrzeuge in Frankreich produziert werden.

01.08. Nach der Verabschiedung des Nachtrags Haushalts 2012 bereitet die französische Regierung die nächsten Reformschritte im Rahmen des Haushalts 2013 vor. Zu den Großprojekten zählt eine umfassende Änderung der Vermögenssteuer, die Einführung einer Reichensteuer in Höhe von 75 % für Einkommen ab einer Million Euro p. a. sowie die Schaffung von 100 000 „Zukunftsarbeitsplätzen“ für benachteiligte Jugendliche.

09.08. Vor einer möglichen Ratifizierung des europäischen Fiskalpaktes durch Frankreich entscheidet der Verfassungsrat in Paris, dass für die Einführung einer Schuldenbremse keine Änderung der Verfassung erforderlich ist. Hollande fordert die Regierung auf, zwei Gesetzesentwürfe für die Ratifizierung vorzubereiten. Er hatte beim EU-Gipfel Ende Juni angekündigt, die Schuldenbremse nicht in der Verfassung, sondern in einem Gesetz festschreiben zu wollen.

10.08. Nach der Räumung von zwei Romalagern in Lille und der Rückführung von mehr als 200 Roma aus Lyon nach Rumänien stellt die EU-Kommission den Umgang Frankreichs mit den Minderheiten der Roma unter Beobachtung. Wenn Roma aus Frankreich freiwillig ausreisen, erhalten diese eine Rückkehrhilfe in Höhe von 300 Euro für Erwachsene und 150 Euro für Kinder. Menschenrechtsorganisationen hatten dieses Vorgehen mehrfach als verdeckte Ausweisung kritisiert.

14.08. Frankreich entkommt nur knapp einer Rezession. Nach Angaben des französischen Statistikamts *Insee* stagniert das Wachstum im zweiten Quartal 2012 im Vergleich zum ersten Quartal. Demnach verzeichnet Frankreich für das dritte Quartal ein Null-Wachstum. Zu dem von der Zentralbank zuvor befürchteten Schrumpfen des Bruttoinlandsprodukts im zweiten Quartal kommt es hingegen nicht.

Volkswagen ne connaît pas la crise

Le groupe *Volkswagen* reprend le 1^{er} août 2012, soit deux ans plus tôt que prévu, la seconde moitié des activités de voitures de sport de



Porsche, pour une somme de 4,46 milliards d'euros et l'achat d'une action. Annoncée le 4 juillet par les deux constructeurs à Wolfsburg et Stuttgart, cette mesure permet d'éviter le versement de 1,5 milliard au fisc. *Porsche* entend rembourser ainsi 2 milliards de dettes auprès des banques. Par l'achat d'une seule action, la mesure n'est pas considérée juridiquement comme une vente, mais comme une réorganisation interne du groupe. *Volkswagen* (VW) avait déjà acquis, il y a trois ans, la première moitié des activités de *Porsche*. Au cours du premier semestre de 2012, VW enregistre une augmentation de 36 % de ses bénéfices, soit 8,8 milliards d'euros, grâce à un chiffre d'affaires de 95,4 milliards, soit une progression de près de 23 %. Les ventes de véhicules VW atteignent 4,6 millions de janvier à juin 2012, soit 10,3 % de plus qu'au cours du premier semestre de l'année précédente. Le groupe confirme néanmoins le 10 septembre qu'il va devoir revoir ses prévisions à la baisse en raison de la chute des ventes en Europe – 150 000 voitures de moins que prévu. Les usines en Allemagne sont touchées par la crise, car la croissance des ventes aux Etats-Unis et en Chine concerne des véhicules construits et achetés dans ces deux pays.

Porsche, pour une somme de 4,46 milliards d'euros et l'achat d'une action. Annoncée le 4 juillet par les deux constructeurs à Wolfsburg et Stuttgart, cette mesure permet d'éviter le versement de 1,5 milliard au fisc. *Porsche* entend rembourser ainsi 2 milliards de dettes auprès des banques. Par l'achat d'une seule action, la mesure n'est pas considérée juridiquement comme une vente, mais comme une réorganisation interne du groupe. *Volkswagen* (VW) avait déjà acquis, il y a trois ans, la première moitié des activités de *Porsche*. Au cours du premier semestre de 2012, VW enregistre une augmentation de 36 % de ses bénéfices, soit 8,8 milliards d'euros, grâce à un chiffre d'affaires de 95,4 milliards, soit une progression de près de 23 %. Les ventes de véhicules VW atteignent 4,6 millions de janvier à juin 2012, soit 10,3 % de plus qu'au cours du premier semestre de l'année précédente. Le groupe confirme néanmoins le 10 septembre qu'il va devoir revoir ses prévisions à la baisse en raison de la chute des ventes en Europe – 150 000 voitures de moins que prévu. Les usines en Allemagne sont touchées par la crise, car la croissance des ventes aux Etats-Unis et en Chine concerne des véhicules construits et achetés dans ces deux pays.

16.08. Nach schwerwiegenden Ausschreitungen in der nordfranzösischen Stadt Amiens ab dem 13. August, wobei Hunderte Jugendliche mehrere Polizisten verletzt und Gebäude in Brand gesetzt hatten, kündigt Innenminister Manuel Valls die Schaffung von jährlich 500 neuen Stellen bei der Polizei an. Die Beamten sollen vorwiegend in den 15 prioritären Sicherheitszonen eingesetzt werden, die in sozialen Brennpunkten der Ile de France sowie der Städte Amiens, Lille, Straßburg, Lyon, Marseille und Französisch-Guyana eingerichtet werden. In den vergangenen fünf Jahren

Un aéroport en chantier

La construction au sud-est de la capitale du nouvel aéroport de Berlin-Brandebourg (BER), baptisé *Willy-Brandt-Airport*, devient un véritable casse-tête. Repoussée déjà à trois reprises, l'inauguration prévue le 17 mars 2013 est retardée début août à une date tout d'abord non précisée, vraisemblablement à l'automne suivant, alors que l'aéroport devait initialement ouvrir ses pistes en octobre 2011, puis en juin 2012. Plusieurs députés exigent le 14 août du gouvernement qu'une information détaillée soit fournie au parlement. Les milieux économiques s'inquiètent également pour leur image de marque à l'étranger. Le 4 septembre, le ministre-président du *Land* de Brandebourg, Matthias Platzeck, révèle que l'inauguration sera en effet repoussée à la fin du mois d'octobre 2013. Le problème principal est lié à la protection contre les incendies. Les deux autres aéroports, Tegel et Schönefeld (dont la fermeture définitive est prévue dès que le nouvel aéroport sera en service), parviennent à accueillir au mois d'août plus de 2,3 millions de passagers, soit 8,6 % de plus qu'au cours du mois d'août de l'année précédente. Sur les huit premiers mois de l'année, la progression est de 5,7 % par rapport à 2012. Réuni le 7 septembre, le conseil d'administration fait savoir que le projet devrait coûter désormais 1,2 milliard d'euros de plus que le budget actuel, soit au moins 4,3 milliards (au lieu des 2,8 milliards prévus à l'origine par les *Länder* de Berlin et de Brandebourg ainsi que l'Etat). Le chiffre d'affaires de juin 2012 à décembre 2013 devrait accusé une perte de 84 millions d'euros. Selon un rapport publié le 21 septembre, aucun dédommagement ne sera versé aux compagnies aériennes et entreprises qui estiment enregistrer des pertes financières à la suite de ces retards.

waren rund 12 000 Stellen bei der Polizei und Gendarmerie gestrichen worden.

20.08. François Hollande empfängt den neuen internationalen Syrien-Sondergesandten Lakhdar

Brahimi. Während des knapp einstündigen Treffens verweist Brahimi auf die wichtige Rolle Frankreichs im Syrien-Konflikt, zumal Frankreich derzeit den Vorsitz im UN-Sicherheitsrat innehat. Hollande betont seinerseits, dass eine politische Lösung des Konflikts nur bei einem Rücktritt des syrischen Staatschefs Bachar-al-Assad möglich sei. Er bekräftigt, dass sich Frankreich weiterhin für ein freies und demokratisches Syrien einsetzen werde und Brahimi bei seinen Bemühung unterstützen werde. Hollande war in den vergangenen Wochen scharf wegen seiner Syrien-Politik kritisiert worden. Am Tag darauf trifft Hollande mit der Delegation des syrischen Nationalrats und dessen Präsidenten Abdel Basset Sayda in Paris zusammen. Dabei begrüßt er die zentrale Rolle des Gremiums innerhalb der syrischen Opposition sowie dessen Engagement für eine Lösung des Konflikts. Er ermutigt den Nationalrat, alle nötigen oppositionellen Kräfte sowie lokale Netzwerke, Revolutionsräte und Vertreter der freien syrischen Armee an einen Tisch zu bringen. Zudem betont er die Rolle Frankreichs bei der humanitären Hilfe und kündigt weitere Unterstützung an.

25.08. Staatspräsident Hollande und Griechenlands Regierungschef Samaras treffen in Paris zusammen. Hollande betont, dass sich die Frage nach einem Verbleib Griechenlands in der Eurozone nicht stelle, das Land jedoch seine Glaubwürdigkeit hinsichtlich der Umsetzung der Reformen unter Beweis stellen müsse. Griechenlands Wunsch nach Aufschub der strikten Sparauflagen stößt wie schon zuvor in Berlin auf Ablehnung. Staatspräsident Hollande und Bundeskanzlerin Angela Merkel hatten sich vor den jeweiligen Gesprächen mit Samaras bezüglich ihrer Position gegenüber Griechenland abgesprochen.

27.08. Bei der 20. Botschafterkonferenz in Paris fordert François Hollande eine aktivere Wirtschaftsdiplomatie. Frankreichs Auslandsvertretungen müssten künftig insbesondere kleine und mittlere französische Unternehmen stärker fördern. Weitere Themen der Konferenz sind die aktuellen diplomatischen Brennpunkte und Frankreichs Rolle in den Bereichen Kultur, Bildung, Wissenschaft und Sprache.

28.08. Acht Jahre nach dem Tod von Palästinenserpräsident Jassir Arafat leitet die französische Justiz Ermittlungen wegen Mordverdachts ein. Arafats Witwe hatte zuvor Anzeige gegen Unbekannt erstattet. Arafat war 2004 in einem französischen Militärkrankenhaus unter ungeklärten Umständen gestorben. Die Palästinenser verdächtigen Israel, Arafat vergiftet zu haben.

28.08. Auf Beschluss der Regierung werden mit dem Ziel, die Lebenshaltungskosten zu verringern, für drei Monate die Benzinpreise um sechs Cent pro Liter gesenkt. Nach Angaben von Finanzminister Moscovici soll nach dem Auslaufen der Regelung ein dauerhafter Mechanismus der Preisdämpfung gefunden werden. Sowohl die Mineralölkonzerne als auch der Staat finanzieren den Preisnachlass gleichermaßen.

29.08. Der Generalsekretär der größten französischen Gewerkschaft CGT, Bernard Thibault, ruft zu landesweiten Protesten am 9. Oktober auf. Thibault kritisiert, dass sich die Situation vor allem hinsichtlich der Arbeitslosigkeit seit dem sozialen Dialog im Juli deutlich verschlechtert habe. Die Regierung verkenne den Ernst der Lage, weil sie zu sehr darum bemüht sei, sowohl Arbeitnehmern als auch Arbeitgebern entgegenzukommen. Thibault kündigt zudem eine Kampagne gegen die Ratifizierung des europäischen Fiskalpaktes an, da dieser einem Veto bei Tarifverhandlungen entspreche.

30.08. Der blutige Drogenkrieg in Marseille nimmt kein Ende. Nach dem erneuten Tod eines jungen Mannes fordert die Senatorin und Bezirksbürgermeisterin der Sozialistischen Partei, Samia Ghali, den Einsatz des Militärs, um den Kampf der Drogenbanden zu beenden, was die Regierung ablehnt. Der 25-Jährige ist das 14. Opfer in diesem Jahr.

September/septembre

02.09. Arbeitsminister Michel Sapin gibt die neuesten Arbeitslosenzahlen für Frankreich bekannt. Bereits im Juli war die Marke von drei Millionen Arbeitslosen überschritten worden.

Fanatisme(s)

La diffusion d'une vidéo islamophobe produite aux Etats-Unis provoque de nombreuses protestations dans le monde arabe. Dans la capitale soudanaise, des musulmans fanatiques mettent le feu le 14 septembre à l'ambassade d'Allemagne à Khartoum. La chancelière et son ministre des Affaires étrangères condamnent la vidéo, mais aussi les exactions. Ils demandent que le fanatisme religieux ne prenne pas le dessus et appellent au calme et à la modération. Une partie du personnel de l'ambassade quitte le Soudan le 16 septembre. Concernant les caricatures de Mahomet, publiées par le magazine français *Charlie-Hebdo*, le chef de la diplomatie allemande rappelle le 21 septembre que la liberté d'opinion n'est pas la liberté d'offenser, d'insulter ou de dénigrer ceux qui ont une autre foi.

Staatspräsident Hollande hatte zuvor die Arbeitsmarktpolitik seiner Amtsvorgänger für die alarmierenden Zahlen verantwortlich gemacht und kündigte daher Arbeitsmarktreformen an. Derzeit liegt das Wirtschaftswachstum Frankreichs bei 0,3 % jährlich.

03.09. Bildungsminister Vincent Peillon zieht eine Reform des Rechts auf freie Schulwahl in Erwägung, um einer Ghettoisierung einzelner Viertel in französischen Großstädten entgegenzuwirken. Seit den 1980er-Jahren war die Wahl der Schule in Abweichung vom Wohnortprinzip möglich geworden. François Hollande bekräftigt anlässlich der *rentrée* sein Wahlkampf-Versprechen, die Schulpolitik zur Chefsache zu machen. Er kündigt zudem eine Debatte über die Einführung eines Ethikunterrichts an.

05.09. Laut Cécile Duflot, Ministerin für Wohnungswesen, sollen die Gemeinden beim Bau von Sozialwohnungen durch die Überlassung von circa 900 Grundstücken aus staatlichem Besitz unterstützt werden. Damit reagiert das Ministerium auf die Knappheit an geeignetem Bauland in Städten mit mehr als 1 500 Einwohnern. Diese waren dazu verpflichtet worden, den Anteil an

Non aux enfants-soldats

Le bureau allemand de l'organisation internationale d'aide à l'enfance, *World Vision Deutschland*, salue l'initiative prise le 19 septembre par Berlin d'inscrire le thème des « *enfants dans les conflits armés* » sur l'agenda de la réunion du Conseil de sécurité des Nations-Unies. De nombreux progrès ont déjà été réalisés dans ce domaine, avec notamment l'élaboration d'une « *liste de la honte* » regroupant les pays (tant les gouvernements que les parties en présence) qui ne respectent pas les droits de l'enfant.

L'Allemagne, présidant le Conseil de sécurité en juin 2011, avait activement participé à la définition de critères (par exemple les attaques armées contre les écoles et les hôpitaux) pour améliorer les mécanismes de sanctions et d'observation. Selon l'UNESCO, 42 % des enfants qui ne vont pas à l'école, vivent dans les pays en conflit. L'association *World Vision Deutschland*, fondée en 1979, a le soutien du chanteur de rock allemand Wolfgang Niedecken (du groupe BAP à Cologne), qui a participé par exemple à la construction d'écoles pour d'anciens enfants-soldats en Ouganda.

Sozialwohnungen innerhalb von acht Jahren auf 20 % aufzustocken. Die Regierung hatte den Bau von 500 000 Sozialwohnungen jährlich zum Ziel erklärt.

09.09. In einem Fernsehinterview verteidigt François Hollande seine ersten drei Monate im Amt des Präsidenten. Er legt seinen Kritikern, die ihm seit seinem Amtsantritt Mitte dieses Jahres politische Unentschlossenheit vorgeworfen hatten, einen Zeitplan vor. Bis Ende 2012 seien konkrete Maßnahmen für den Arbeitsmarkt, die Ankurbelung der Wirtschaft und die Sanierung des Staatshaushalts geplant. Hollande rechnet bis zur Hälfte seiner Amtszeit im Jahr 2014 mit ersten positiven Auswirkungen seiner Politik.

12.09. Martine Aubry, die scheidende Vorsitzende des *Parti socialiste* (PS), und Premierminister

Jean-Marc Ayrault nominieren Harlem Désir für den Parteivorsitz. Die Bestätigung beim Parteitag im Oktober steht noch aus. Parteisprecher David Assouline betont, dass Désir von den Vertretern aller Strömungen innerhalb des PS getragen werde. Deshalb sei er dafür geeignet, die Partei zu führen, die derzeit im Parlament die Mehrheit hält. Der 52-Jährige hatte die Partei anstelle von Aubry bereits während der Vorwahlen innerhalb des PS um die Präsidentschaftskandidatur im vergangenen Jahr geführt.

17.09. 75 Abgeordnete der PS-Fraktion in der Nationalversammlung richten einen offenen Brief an François Hollande. Ihr Anliegen ist die Durchführung eines Referendums mit dem Ziel, Nicht-EU-Ausländern das Stimmrecht bei Kommunalwahlen einzuräumen – eines der Wahlversprechen des neuen Präsidenten im Wahlkampf. Innenminister Manuel Valls gibt zu bedenken, dass im Falle eines Scheiterns rechte Parteien das Thema für sich besetzen könnten.

19.09. Frankreich schließt vorübergehend seine diplomatischen Vertretungen und französische Schulen in 20 muslimisch geprägten Ländern. Grund ist die Veröffentlichung von Karikaturen des Propheten Mohammed im französischen Satire-Magazin *Charlie Hebdo*. Die Zeitschrift hatte bereits im vergangenen Jahr für Schlagzeilen gesorgt, als die Redaktionsräume nach der Veröffentlichung von ähnlichen Karikaturen durch einen Brandanschlag verwüstet worden waren.

20.09. In der Diskussion um einen Gesetzentwurf zu gleichgeschlechtlichen Ehen in Frankreich äußert sich Papst Benedikt XVI. gegenüber französischen Bischöfen mit Besorgnis. Er sehe die Institution der Familie bedroht. Der Entwurf, über den ab Oktober beraten werden soll, sieht u. a. vor, gleichgeschlechtlichen Paaren die Adoption von Kindern zu ermöglichen und künstliche Befruchtung mit anonymen Samenspenden zu erlauben. Das Argument des Papstes, dass diese Kinder unter mangelnder gesellschaftlicher Akzeptanz leiden könnten, hatte bereits der Verfassungsgerichtshof angeführt.

22.09. Angela Merkel und François Hollande gedenken auf Schloss Ludwigsburg bei Stuttgart der „*Rede an die Jugend*“, die Charles de Gaulle vor 50 Jahren an gleicher Stelle gehalten hatte. Hollande appelliert an die jungen Deutschen, die deutsch-französischen Beziehungen auch in Zukunft aufrecht zu erhalten und gemeinsam ein starkes, offenes Europa zu gestalten. Die Rede, die von de Gaulle seinerzeit in deutscher Sprache gehalten worden war, gilt als Meilenstein der Aussöhnung Deutschlands und Frankreichs nach dem Zweiten Weltkrieg.

25.09. Staatspräsident François Hollande hält in New York seine erste Rede vor der Vollversammlung der Vereinten Nationen zur internationalen Sicherheitspolitik. Er appelliert an die Staatengemeinschaft, die von den Gegnern des syrischen Staatschefs Assad eroberten Gebiete möglichst bald unter den Schutz der UN zu stellen. Im Atomstreit mit dem Iran plädiert er dafür, den Druck auf das Land weiter zu erhöhen. Angesichts der humanitären Lage in Mali nach dem dortigen Militärputsch wirbt er für einen internationalen Hilfseinsatz mit einem Mandat des UN-Sicherheitsrats. Bei dem Putsch, der Anfang des Jahres begonnen hatte, waren sechs Franzosen in Geiselschaft genommen worden.

28.09. Premierminister Ayrault stellt den Staatshaushalt für 2013 vor, der drastische Kürzungen bei den Ausgaben und Steuererhöhungen vorsieht. Dadurch müsse es Frankreich möglich sein, die Neuverschuldung von derzeit 4,5 % auf 3 % des BIP zu senken, eine Vorgabe, die für alle Mitgliedsstaaten der EU gilt. Zwei Drittel des Sparprogramms – rund 20 Milliarden Euro – sollen durch höhere Steuern und Abgaben erzielt werden. Schätzungen zufolge haben circa 16 Millionen Haushalte ab 2013 einen Anstieg der Einkommensteuer um 2 % zu erwarten, da die Anhebung der Steuerfreiheitsgrenze in Höhe der Inflationsrate wegfallen wird.

28.09. Der deutsch-französische Luft- und Raumfahrtkonzern EADS beginnt Fusionsverhandlungen mit dem britischen Unternehmen BAE *Systems*. Bereits Mitte September war be-

kannt geworden, dass die Verhandlungen mit Zustimmung der Regierungen in Berlin und Paris stattfinden würden. Staatspräsident Hollande kündigt nun an, dass beide Länder nach einer möglichen Fusion weiterhin mindestens 25 % des



Lancement de la campagne électorale

Plus tôt que prévu, le parti social-démocrate (SPD) présente le 28 septembre le candidat qui affrontera la chancelière lors des élections législatives de l'automne 2013. Ce sera Peer Steinbrück, ancien ministre des Finances, les deux autres candidats potentiels (l'ancien ministre des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, candidat malchanceux en 2009, et Sigmar Gabriel, président du parti) ayant annoncé qu'ils se désistent en sa faveur.

Peer Steinbrück, qui avait reçu très tôt le soutien sans équivoque de l'ancien chancelier Helmut Schmidt, entend former en 2013 un gouvernement de coalition avec les Verts et n'envisage aucune participation à une équipe gouvernementale dirigée par Angela Merkel. Les sondages de l'automne 2012 ne donnent cependant aucune majorité absolue des sièges aux deux formations, ni à l'actuelle coalition CDU-FDP des chrétiens-démocrates avec les libéraux, ce qui relance les spéculations sur la constitution de la future équipe gouvernementale. Premier commentaire laconique et ironique du magazine *Der Spiegel* : une simple photo des futurs candidats avec l'interrogation sans appel « *qui va devenir chancelière ?* »

Kapitals an EADS halten wollen, um sich eine Sperrminorität im Management des Konzerns vorzubehalten.

Personalia

Jean François-Poncet, Diplomat und ehemaliger französischer Außenminister (1976–1978), stirbt am 19. Juli 2012 in Paris im Alter von 83 Jahren. In den vergangenen zwanzig Jahren war er als Senator aktiv gewesen. Von 1978 bis 1994 und von 1998 bis 2004 war er Präsident des *Conseil général* Lot-et-Garonne. Seine Kindheit hatte er in Berlin verbracht, wo sein Vater als französischer Botschafter tätig war. Als Gründer der bedeutenden deutsch-französischen Unternehmertreffen von Evian erhielt er den Adenauer-de Gaulle-Preis 2012.



Michel Polac, französischer Journalist, Schriftsteller und Fernseh-Radioproduzent, stirbt am 7. August im Alter von 82 Jahren. Er war durch die Sendung *Le Masque et la Plume* bekannt geworden, die er von 1955 bis 1970 moderierte. Später hatte er beim Sender TF1 die Diskussionssendung *Droit de réponse* moderiert. Polac war auch als Literaturkritiker für Zeitungen und Zeitschriften wie *L'Express* oder *Charlie Hebdo* tätig.

Patrick Ricard, Chef des französischen Wein- und Spirituosenkonzerns *Pernod Ricard*, stirbt am 17. August im Alter von 67 Jahren an einem Herzinfarkt. Ricard hatte die für ihren Pastis weltberühmte Firma drei Jahrzehnte lang (1978–2008) als Chef des Verwaltungsrates und als Geschäftsführer geleitet. *Pernod Ricard* ist der zweitgrößte Spirituosenhersteller der Welt.

Edouard Leclerc, Gründer der nach ihm benannten französischen Supermarktkette, stirbt am 17. September im Alter von 85 Jahren. Er hatte seine Karriere 1949 mit einem kleinen Lebensmittelgeschäft in seinem Geburtsort Landerneau in der Bretagne gestartet.

Helmut Schmidt, chancelier allemand (1974 à 1982), reçoit le 22 septembre à Münster, pour son action en faveur de l'Europe, le Prix de la Paix de Westphalie, doté de 100 000 euros et décerné tous les deux ans depuis 1998 en souvenir de cette Paix de 1648 qui a mis fin à la Guerre de Trente ans. Il partage cette distinction avec l'organisation *Children for a better world*. Dans son discours de remerciement, Helmut Schmidt, 93 ans, met en garde contre un échec de l'Union européenne et critique les visions nationales égoïstes de certains pays, « dont l'Allemagne ».

Helmut Kohl, chancelier allemand (1982 à 1998), est reçu le 25 septembre, pour la première fois depuis dix ans, dans la salle de réunion du groupe parlementaire chrétien-démocrate pour le 30^e anniversaire de son arrivée à la chancellerie (il avait été déchu de son titre de président d'honneur de la CDU en raison d'une affaire de dons versés illégalement à son parti). Trois jours plus tard, lors d'une cérémonie de la Fondation Konrad Adenauer au Musée d'Histoire allemande, la chancière



Angela Merkel lui rend hommage en présence de 700 invités pour son action en faveur de l'unité allemande et de l'union de l'Europe.

Kurt Beck, ministre-président du *Land* de Rhénanie-Palatinat depuis 1994 et ancien président du SPD, annonce le 28 septembre qu'il démissionnera de toutes ses fonctions politiques au début de l'année 2013 pour raisons de santé. Pour lui succéder à la tête du *Land*, il propose sa ministre des Affaires sociales, Malu Dreyer. Le ministre régional de l'Intérieur, Roger Lewentz, doit devenir président du parti à Mayence.